Le pouvoir aux travailleurs

02 juillet 2021

N° 275

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière

Éditorial

GBAGBO EST DE RETOUR : IL EST DÉJÀ AU « *GARDE-À-VOUS* » POUR REPRENDRE DU SERVICE AUPRÈS DES CAPITALISTES ! Page .3

CADENCE INFERNALE ET DÉTÉRIORATION DE LA VIE DES TRAVAILLEURS Page 4

LUTTE CONTRE LA CHERTÉ DE LA VIE : QUAND LE PREMIER MINISTRE JOUE LA COMÉDIE POUR DISTRAIRE SA GALERIE ! Page 9-10

Sénégal : RENFORCEMENT DE L'ARSENAL JURIDIQUE POUR MUSELER LA CONTESTATION Page 11

SOMMAIRE	PAGES
ÉDITORIAL :	
- GBAGBO EST DE RETOUR : IL EST DÉJÀ AU « *GARDE-À-VOUS* » POUR REPRENDRE DU SERVICE AUPRÈS DES CAPITALISTES !.....	3
LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS:	
- CADENCE INFERNALE ET DÉTÉRIORATION DE LA VIE DES TRAVAILLEURS……..	4
- YU YUAN : LES TRAVAILLEURS SE DÉFENDENT AVEC L'ARME DE LA GRÈVE……	5
- LOGIS : L'ESCLAVAGE CAPITALISTE AU QUOTIDIEN…….	6
L E U R S O C I E T E:	
- OPÉRATION MAINS PROPRES OU RÈGLEMENT DE COMPTE POLITIQUE ?.....	7
- NOMINATION DE MINISTRES-GOUVERNEURS : À LA SOUPE !.....	7
- AFFRONTEMENTS À FACOBLY : NE PAS LAISSER LA XÉNOPHOBIE ET L'ETHNISME SE PROPAGER !....	8
- DÉFORESTATION ET DÉRÈGLEMENT DE LA PLUVIOMÉTRIE VONT DE PAIRE……..	9
- LE RAMASSAGE DES ORDURES N'EST PAS PRIORITAIRE POUR LE GOUVERNEMENT…….	9
- ON N'A PAS L'ARGENT, VOUS VOULEZ QU'ON VIVE OÙ ?.....	9
- LUTTE CONTRE LA CHERTÉ DE LA VIE : QUAND LE PREMIER MINISTRE JOUE LA COMÉDIE POUR DISTRAIRE SA GALERIE !.....	9 - 10
- APPROVISIONNEMENT EN EAU : BEAUCOUP RESTE À FAIRE……	10
- TRAVAIL DES ENFANTS ET HYPOCRISIE DES GOUVERNANTS !.....	10
INTERNATIONAL :	
- Sénégal : RENFORCEMENT DE L'ARSENAL JURIDIQUE POUR MUSELER LA CONTESTATION ……..	11
- Mali : UN NOUVEAU GOUVERNEMENT DE TRANSITION SOUS LA BOTTE DES GALONNÉS…….	11 - 12

GBAGBO EST DE RETOUR : IL EST DÉJÀ AU « *GARDE-À-VOUS* » POUR REPRENDRE DU SERVICE AUPRÈS DES CAPITALISTES !

À peine de retour en Côte d'Ivoire après son exil de la Haye, Gbagbo a aussitôt montré sa « *disponibilité* » et déclaré qu'il est au « *garde-à-vous* » en vue de l'élection présidentielle de 2025. En somme, il informe les dirigeants de l'impérialisme français et américain qu'il est prêt à reprendre du service au cas où ils auraient besoin de lui pour diriger de nouveau le pays. Il estime avoir encore assez de crédit auprès des populations pauvres pour le monnayer auprès des capitalistes.

Tout cela est bien dérisoire et loin des préoccupations des travailleurs et des populations pauvres dont la situation ne cesse de s'aggraver avec l'augmentation du coût de la vie et le maintien des bas salaires.

Durant ces trente dernières années, les travailleurs ont déjà vu les Gbagbo, Bédié, Soro, Ouattara et consorts défiler au pouvoir. Ils peuvent en tirer au moins une certitude : le pouvoir en place peut changer demain, mais la situation des pauvres, elle, ne changera pas car tous ces hommes politiques qui veulent diriger l'État sont au service de la minorité riche, de ceux qui s'enrichissent en exploitant les travailleurs.

Ces riches détiennent les banques, les usines, les moyens de production. Ils n'ont pas besoin d'appartenir à telle nationalité ou à telle ethnie pour que leurs intérêts soient défendus au plus haut niveau de l'État. Leur nationalité, c'est celle d'appartenir au monde des riches ! C'est aussi la nationalité de Soro, Gbagbo, Bédié, Ouattara et consort.

Il y a dix ans, l'impérialisme français a éjecté le clan Gbagbo au profit du clan Ouattara. Si demain il estime que Ouattara a fait son temps et n'est plus en mesure de défendre ses intérêts en Côte-d'Ivoire et dans la sous-région, il pourra enfourcher un autre clan lors de la prochaine échéance ; cela pourrait être Gbagbo ou un autre. Du point de vue des intérêts capitalistes, c'est blanc bonnet et bonnet blanc !

Ils sont, pourrait-on dire, interchangeables. Leur principale différence n'est pas fondamentalement politique. Elle tient principalement de leur appartenance ethnique et religieuse différente et de leur capacité à mobiliser leurs partisans sur cette base. Alors, ces gens-là jouent quelques fois sur ces fibres sensibles, quitte à entraîner le pays dans la barbarie ethniste ou xénophobe, comme on a pu avoir un aperçu récemment lors de la flambée de violence à l'encontre des ressortissants nigériens vivant paisiblement dans les quartiers populaires. Les victimes étaient souvent pauvres comme leurs bourreaux, voire encore plus pauvres.

Ce genre de barbarie permet aux riches de canaliser de temps en temps la colère des pauvres contre d'autres pauvres. Pendant ce temps, l'exploitation des travailleurs continue. Quelques crédules se satisferont demain du remplacement du clan Dioulà à la tête des affaires de la bourgeoisie par un clan Baoulé ou Bété. Mais les travailleurs eux, qu'ils soient dioulas, baoulé, bété ou autres, continueront à être exploités de la même façon et à mener une vie d'esclave des capitalistes jusqu'à ce qu'ils décident de s'organiser pour y mettre fin.

Les Ouattara et autres Gbagbo ne pourront pas arrêter la colère des travailleurs contre les exploiteurs, lorsque celle-ci explosera et que les travailleurs engageront la lutte contre la bourgeoisie pour obtenir de meilleurs salaires, de meilleures conditions de vie. C'est à travers ce genre de lutte qu'ils prendront conscience de leur force et décideront un jour de prendre le contrôle des banques, des usines et des moyens de production. Ce sera alors une lutte à mort contre ce système capitaliste et pour la construction d'une société débarrassée de l'exploitation de l'homme par l'homme et de toutes formes d'injustice sociale.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

CADENCE INFERNALE ET DÉTÉRIORATION DE LA VIE DES TRAVAILLEURS

Nombreux sont les ouvriers du secteur du bâtiment qui sont contraints de travailler 16 à 18 heures d'affilée et cela, 6 jours par semaine. Cela détériore leur état de santé et ne les sort pas de la misère.

Depuis près de dix ans, des grands travaux sont entrepris par l'État ; des hôtels de luxe, des boulangeries, des hyper marchés et des habitations de luxe fleurissent. Mais tous ces édifices qui embellissent la ville d'Abidjan sont le produit du travail de milliers d'ouvriers qui triment chaque jour pour les réaliser au prix de leur vie.

On les contemple certes ces édifices avec satisfaction, mais la souffrance qui est derrière, elle, n'est pas visible ! Ce sont des accidentés, des traumatismes à vie, des morts sur les chantiers, sans compter des licenciements à gogo à la fin des chantiers.

Le rythme du travail devient de plus en plus infernal. Sur certains chantiers, c'est jusqu'à 18 heures de travail par jour avec une heure de pause maximum. Et là encore, ce temps de repos est souvent pris par le trajet à pieds pour aller s'alimenter. Sur le chantier de la société ACC à Marcory, un ouvrier a été retrouvé mort au petit matin. Il parait qu'il a fait une chute de plusieurs étages dans la nuit sans que personne ne s'en aperçoive, sans doute épuisé par une très longue journée de travail. Certains ouvriers montent à 7h30 pour ne finir la journée qu'à 22h ou 23h. À ce rythme, certains ne rentrent à la maison que les week-ends. Dans ces conditions d'épuisement, la vigilance baisse et une chute est vite arrivée, d'autant plus que ces chantiers ne répondent pas aux normes de sécurité.

Sur le chantier de SETAO au CHU de Yopougon, un ouvrier a eu un malaise mais il a eu la vie sauve car pris en charge rapidement. Ce grutier dont la grue a d'énormes problèmes de mécanique est le seul à pouvoir la manier. Il doit manger et uriner dans la cabine. Après son malaise, il n'a eu droit qu'à 2 jours de repos alors que le médecin lui en avait prescrit 15. Malgré sa convalescence, SETAO l'a persuadé à reprendre le travail. Qu'en sera-t-il la prochaine fois ?

Les travailleurs accumulent les heures pour espérer augmenter leur salaire mais ils sont très vite désenchantés par le coût élevé des denrées alimentaires et des loyers. Ils dorment sur les chantiers à la belle étoile par manque de transport ou parce qu'ils ont fini tard la nuit. En cas de maladie ou d'accident, ils sont mis à la porte et sont livrés à eux-mêmes. Certains font l'aumône, d'autres sont aidés par des cotisations de leurs collègues ou parents. Dans ce secteur du bâtiment et des travaux publics, les travailleurs ne sont carrément pas déclarés à la CNPS. Cette situation n'est pas propre au secteur du bâtiment, c'est une réalité partagée dans tous les secteurs d'activités. Elle ne changera pas sans une réaction collective et rigoureuse des travailleurs contre les capitalistes.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

YU YUAN : LES TRAVAILLEURS SE DÉFENDENT AVEC L'ARME DE LA GRÈVE

Yu Yuan est une petite scierie chinoise située dans la zone industrielle de Yopougon. Les travailleurs de cette scierie sont en lutte contre la direction depuis plus d'un mois pour réclamer de meilleures conditions de travail.

Malgré les attaques répétées de la part du patron, les travailleurs continuent de se mobiliser en bloquant l'entreprise et cela depuis une semaine. Cette nouvelle grève fait suite à un licenciement de plus de 50 travailleurs sur la soixantaine que compte cette entreprise.

Voici le récit des grévistes :

« *Le mercredi 23 juin, nous avons appris très tôt le matin avec stupéfaction, le décès de l'un de nos collègues qui était pourtant bien portant et au travail avec nous la veille. Cette disparition tragique a créé un émoi chez l'ensemble des travailleurs qui ont eu du mal à reprendre le travail. C'est suite à cela que l'un des petits chefs chinois nous a ordonné de regagner notre domicile.*

Le lendemain, jeudi 24 juin, au cours de la confrontation à l'inspection du travail, la direction a été condamnée à respecter les douze points de revendications des travailleurs. En plus de plusieurs primes à nous verser sous forme de rappel, elle doit verser aussi l'argent qu'elle nous a volé durant plusieurs mois.

Alors, pour ne pas exécuter cet accord qui la condamne, et surtout pour mettre fin à la lutte qui dure depuis plus d'un mois, la direction a, de retour de l'inspection, distribué des demandes d'explication à plus d'une quarantaine de travailleurs, sous prétexte que nous avons refusé de travailler le mercredi. Deux jours après, soit le samedi 26 juin, même ceux qui n'ont pas reçu de demande d'explication, ont reçu des lettres de licenciement pour "faute lourde".

Le lundi 28 juin, nous nous sommes tous rendus à l'usine pour exiger des explications au patron car ses lettres de licenciement ont été distribuées un jour non-ouvrable. Pour toute réponse, un petit patron nous a informé que l'usine est fermée pour trois jours. À notre tour, nous nous sommes réunis en assemblée pour élire un comité de grève et mettre sur pied un piquet de grève de 10 personnes chargées de surveiller l'entrée de l'usine pendant ces trois jours. À l'inspection de travail, nous avons refusé de lever notre mot d'ordre de grève comme le voulait un inspecteur apparemment proche du patron.

Pour finir, l'inspection a convoqué les deux parties pour le mardi 06 juillet 2021. En attendant cette date, nous continuons notre mobilisation qui consiste à faire toujours une assemblée le matin et laisser 10 personnes en faction toute la journée, devant l'entrée de l'usine.

Nous sommes conscients que seule notre mobilisation peut payer et pour le moment, le moral de la troupe est au beau fixe malgré les tentatives de la direction de nous diviser en appelant quelques-uns à reprendre travail. »

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

LOGIS : L'ESCLAVAGE CAPITALISTE AU QUOTIDIEN

LOGIS est une entreprise de transports de marchandises. Elle emploie plus de 600 travailleurs pour près de 300 camions en circulation.

Voici les propos d'un des travailleurs :

« *Notre entreprise à ses bases dans trois villes du pays dont la plus grande est située à Abidjan où se trouve la direction. Ensuite, nous avons un site à San-Pedro et un autre à Guiglo. Notre travail consiste à transporter les produits comme les boissons de Solibra ; le caoutchouc de Saph, les produits finis de Nestlé, etc. Nous transportons aussi des marchandises dans les pays de la sous-région.*

Il y a cinq ans, naissait notre entreprise avec deux camions et une dizaine d'employés. À force de nous acharner au travail, l'entreprise a connu un essor rapide qui lui a permis d'avoir aujourd'hui plus de 200 camions de transport de marchandises. Malgré ces efforts, nos conditions de travail restent précaires. Aucun des travailleurs n'est déclaré à la CNPS. La majorité est sous contrat à durée déterminée ou des journaliers. La direction ne cesse de nous accuser de vol alors que les camions sont dotés de GPS.

Les renvois se font sans aucune demande d'explication permettant aux travailleurs de donner leur version des faits. Nous travaillons sans repos car nous sommes appelés à tout moment s'il y a des marchandises à transporter. Mais en cas d'accident suite à la fatigue accumulée, les réparations de l'engin endommagé sont au frais du conducteur du véhicule.

Nous nous rendons sur les sites très tôt le matin à 7h 45 et souvent nous y restons jusqu'à minuit voire 6h du matin en attendant que les camions soient chargés. Mais la direction ne prend en compte que le temps du transport des marchandises et non le temps perdu sur le site.

Les salaires sont bas, nous sommes obligés de nous surpasser en faisant plusieurs longs voyages afin d'avoir des frais de voyage pour arrondir les salaires à la fin du mois. Quand nous avons la chance d'être chargé très tard la nuit, la direction nous verse 3000 F comme supplément ».

Depuis quelques mois, le feu couve sous la cendre. Alors, espérons que cette fois-ci, une flamme en jaillisse pour donner un peu de lumière aux travailleurs.

L E U R S O C I E T E

OPÉRATION MAINS PROPRES OU RÈGLEMENT DE COMPTE POLITIQUE ?

Une vaste opération d'audit de sociétés gouvernementales secoue en ce moment les hautes sphères de l'État. À ce jour, quatre structures d'État sont visées par les auditeurs : ce sont, la Nouvelle Pharmacie de la Santé Publique (NPSP) l'Agence de Gestion et de Développement des Infrastructures Industrielles (AGEDI), l'Autorité de Régulation des Télécommunications/TIC de Côte d'Ivoire (ARTCI) et l'Agence de Gestion Foncière (AGEF) dont le Directeur Général se trouve déjà en prison pour avoir détourné près d'un milliard de francs CFA. Les autres sont suspendus le temps que l'audit prenne fin. Mais tout porte à croire qu'ils resteront dans les filets de la justice tant le niveau des malversations est énorme. D'autres structures vont s'ajouter à la liste comme le Fond d'Entretien Routier ou encore l'ONECI, chargé de la confection et de la distribution des pièces d'identité.

L'opération vient à peine de commencer que certains laudateurs du pouvoir en place parlent déjà d'intégrité, de bonne gouvernance, etc. Si bonne gouvernance il y a, pourquoi attendre plus de dix ans avant de demander des comptes à des directeurs corrompus ? Et le gouvernement se garde bien de trop secouer le cocotier car ce serait comme s'il se tirait une balle dans le pied. Avec le niveau élevé de la corruption qui règne dans ce pays, beaucoup de monde risquerait de se retrouver derrière les barreaux, à commencer par ceux qui agissent dans les plus hauts sommets de l'État et de l'administration.

NOMINATION DE MINISTRES-GOUVERNEURS : À LA SOUPE !

Le 18 juin dernier, le président de la république a nommé 14 ministres-gouverneurs pour décentraliser, dit-il. Il y a 55 ministres pour un petit pays comme la Côte d'Ivoire, c'est scandaleux ! Il y a quelques années c'était la création du Sénat, de la « Chambre » des rois et chefs traditionnels. Avec la création de tous ces postes, ce sont des milliards qui sont engloutis pour satisfaire la coterie du président.

Pendant ce temps, la majeure partie de la population manque de tout : dans les quartiers ouvriers et les campagnes, il y a un réel déficit de centres de santé, d'établissements scolaires, de matériel et aussi de personnel qualifié. Il y a aussi le manque d'eau potable et d'électricité. Ainsi, quand il s'agit de faire des choses utiles pour la population les dirigeants ne trouvent pas de moyens. Par contre, ils ne manquent pas d'imagination pour satisfaire les appétits de leurs proches.

L E U R S O C I E T E

AFFRONTEMENTS À FACOBLY : NE PAS LAISSER LA XÉNOPHOBIE ET L'ETHNISME SE PROPAGER !

Facobly, localité de l'ouest de la Côte d'Ivoire, a été secouée par des affrontements le lundi 28 et mardi 29 juin. Les magasins et commerces de la communauté guinéenne ont été pillés et saccagés.

Tout est parti d'un drame qui s'est produit le dimanche. Une jeune fille wobé, ethnie de cette région, a été retrouvée morte étranglée. Les soupçons se sont portés aussitôt sur son ami guinéen. C'est ainsi qu'en représailles le lendemain, dès que la nouvelle s'est répandue, les jeunes wobé ont commencé à s'en prendre à la communauté guinéenne.

Dans cette situation de chômage, de misère qui se généralise et touche toutes les populations, on le voit ici, le moindre fait divers peut être exploité par des hommes politiques sans scrupules ou tout simplement par des jeunes sans boussole et sans perspective aucune.

Ce genre de situation est une catastrophe pour toutes les communautés, surtout pour les petites gens qui vivent ensemble dans les quartiers pauvres. C'est dans leurs rangs que se comptent toujours les victimes.

Voilà pourquoi les travailleurs conscients que ce genre de barbarie, ethniste ou xénophobe peut arriver partout, à tout instant et sans prévenir, doivent veiller à ne pas laisser se propager en leur sein des propos haineux, que ce soit au travail ou dans les quartiers. Les victimes, ce seront toujours eux les pauvres.

DÉFORESTATIONS ET DÉRÈGLEMENT DE LA PLUVIOMÉTRIE VONT DE PAIRE

Une étude lancée en 2019 sur l'état de la faune et de la forêt en Côte d'Ivoire a rendu son rapport. Sur près de 3 millions d'hectares de forêt dense initiale, il n'en reste plus que 400 milles. La faune est aussi dans un état désastreux, nombre d'espèces animales ont disparu ou sont en voie d'extinction. Ce rapport conclut que si rien n'est fait d'ici 2035, il n'y aura plus de forêt en Côte d'Ivoire.

L'une des conséquences immédiates c'est la baisse continuelle de la pluviométrie et de son dérèglement. Cette année particulièrement, les pluies n'ont pas été abondantes et sont arrivées plus tardivement que d'habitude. Du coup, nombre de points d'eau se sont asséchés et cela a perturbé les cultures agricoles, d'autant plus que l'agriculture en Côte d'Ivoire reste en grande partie traditionnelle et dépend encore entièrement du cycle de l'eau.

Pour le moment sur le marché, certains produits vivriers maraichers (piment, tomate, choux, etc.) ont connu de très fortes hausses, mais il faut s'attendre à de graves conséquences dans d'autres branches de la production agricole.

La déforestation est avant tout la conséquence des cultures de rente telles que le cacao, le café, l'hévéa, le palmier à huile et autres productions d'exportation qui rapportent du profit à tous les capitalistes petits et grands et sont par conséquent encouragées par le gouvernement. Les conséquences, ce sont les populations pauvres qui les payent par la dégradation de leurs conditions d'existence.

L E U R S O C I E T E

LE RAMASSAGE DES ORDURES N'EST PAS PRIORITAIRE POUR LE GOUVERNEMENT

Pendant le mois de juin, la collecte des ordures a de nouveau cessé et les ordures ont commencé à s'entasser en certains endroits de la capitale. L'État doit des mois d'arriérés de factures aux entreprises chargées de la salubrité dans le district d'Abidjan. Ces dernières ont donc arrêté le travail jusqu'à ce que leur situation soit régularisée.

Cela montre bien où se trouve les priorités du gouvernement. Il a assez d'argent pour entretenir un nombre pléthorique de ministres (55) et d'institutions (17) mais pas assez pour payer les factures de nettoyage de la ville d'Abidjan.

ON N'A PAS L'ARGENT, VOUS VOULEZ QU'ON VIVE OÙ ?

Dans la nuit du 30 juin au 1er juillet, une forte pluie s'est abattue dans les communes d'Abidjan. Il y a eu un glissement de terrain causant la mort de deux personnes.

Et comme chaque année pendant ces temps pluvieux, les premiers accusés sont les habitants de ces lieux qualifiés de "*zones à risques*". On entend très souvent dire qu'il faut sensibiliser ces derniers afin qu'ils quittent ces zones. À entendre les autorités politiques, on croirait que les habitants de ces quartiers n'ont pas conscience des risques qu'ils courent en logeant là. Mais tout le monde sait que ces habitants n'ont pas le choix car ils n'ont pas les moyens de vivre ailleurs que dans ces endroits dangereux. En effet, comment habiter dans des maisons dont le loyer coûtent deux voire trois fois son salaire ? Déjà qu'on arrive difficilement à payer le loyer et même à manger normalement, ce ne sont pas des maisons situées juste en bordure de goudrons qu'on arrivera à payer.

Cette situation montre toute l'injustice que vivent les petites gens dans cette société faite pour les riches.

LUTTE CONTRE LA CHERTÉ DE LA VIE : QUAND LE PREMIER MINISTRE JOUE LA COMÉDIE POUR DISTRAIRE SA GALERIE !

Le vendredi 2 juillet, le Premier ministre s'est rendu au forum d'Adjamé accompagné d'autres ministres pour se rendre compte, d'après eux, de la flambée des prix sur le marché. Comme ça grogne un peu partout, les autorités veulent montrer dans les médias qu'elles sont préoccupées par cette augmentation et qu'elles mettront tout en œuvre pour freiner cela. De la pure comédie !

Depuis plusieurs mois, les prix sur les marchés ne font qu'augmenter. Mais qu'est-ce que les autorités ont fait comme action pour mettre fin à cela ? Rien ! Et nous avons pour exemple palpable, l'augmentation du prix de l'huile. Les autorités ont chanté dans tous les médias qu'elles mettraient tout en œuvre pour que l'augmentation soit annulée. Au final, rien ne s'est passé.

L E U R S O C I E T E

Pour faire croire que le gouvernement est à l'œuvre, il a mis en place un « *conseil national de lutte contre la vie chère* ». Mais tout cela n'est que du théâtre organisé. Si le gouvernement voulait vraiment lutter contre la pauvreté, il déciderait d'augmenter les salaires des travailleurs dans le public comme dans le privé. Mais il n'en fera rien car son travail c'est de servir les intérêts des exploiteurs. Ce que le gouvernement et les riches craignent le plus, c'est la réaction des travailleurs.

APPROVISIONNEMENT EN EAU : BEAUCOUP RESTE À FAIRE

Le gouvernement s'est décidé à acquérir 20 camions citernes pour approvisionner certains quartiers d'Abobo, d'Anyama et de Yopougon en eau potable. Un camion peut approvisionner 100 ménages en moyenne, cela fait donc 2 000 ménages pour les 20 camions. Ce qui est très peu quand on connait les quartiers comme Gesco qui ne disposent pas d'eau et qui compte des milliers d'habitants.

Quand il s'agit de créer des districts et de nommer des ministres gouverneurs dont les budgets d'installation à eux seuls peuvent payer des centaines de camions citernes, l'État a de l'argent mais pour les pauvres, c'est au compte-goutte.

TRAVAIL DES ENFANTS ET HYPOCRISIE DES GOUVERNANTS !

La police criminelle en charge de la lutte contre la traite des enfants et la délinquance juvénile a intercepté 22 mineurs en partance pour être employés dans des plantations de Daoukro. Ces cas sont légions.

Le trafic des enfants vient de la pauvreté des parents. Au 19ème siècle déjà en Europe, les enfants étaient obligés de travailler dans des usines pour compléter la pitance familiale quotidienne. Près de 2 siècles plus tard, malgré tout le développement de la société, rien n'a changé. Des millions de familles ont toujours besoin du travail des enfants pour ne pas mourir de faim !

Le système capitaliste transforme la grande majorité de la population en misérables et est pleinement responsable du travail des enfants. Le gouvernement à son service ne fait que du cinéma.

Sénégal : RENFORCEMENT DE L'ARSENAL JURIDIQUE POUR MUSELER LA CONTESTATION

Après avoir violemment réprimé les grandes manifestations du mois de mars dernier, avec au moins 14 manifestants décédés et plusieurs autres blessés et arrêtés, Macky Sall croyait peut-être qu'il avait réussi à terroriser et à paralyser pour une longue période ceux qui contestent son pouvoir et surtout son envie de briguer un troisième mandat présidentiel alors que la loi actuellement en vigueur ne le permet pas. Force est de constater que malgré les violences policières et les intimidations de tous genres contre certains leaders de la contestation, celle-ci est bien vivante et active, n'en déplaise à Macky Sall et à ceux qui avec lui croient que le pouvoir est à eux pour longtemps et qu'ils peuvent tranquillement s'enrichir en contrôlant les caisses de l'État et en mettant leurs proches et leurs familles dans les postes les plus lucratifs de l'appareil d'État.

La dernière trouvaille de Macky Sall pour faire taire la contestation de rue c'est la nouvelle loi qu'il a fait voter en procédure d'urgence le 25 juin dernier, sous prétexte de lutte contre le terrorisme. Cette loi liberticide vise à criminaliser les marches et les rassemblements qui pourront être dorénavant considérés comme des actes de terrorisme et passibles de réclusion criminelle à perpétuité s'ils menacent de « troubler gravement l'ordre public ou le fonctionnement normal des institutions ».

Une partie de l'opposition, notamment les partisans d'Ousmane Sonko et les militants des mouvements tels que « *Y'en a marre* », Frapp-France Dégage (Front pour une révolution anti-impérialiste populaire et panafricaine) ou M2D (Mouvement pour la défense de la démocratie) ont manifesté pacifiquement le jour du vote de la loi liberticide, leurs dirigeants ainsi que le rappeur Nit Doff ont été embarqués immédiatement par la police.

En faisant voter une telle loi, le gouvernement menace l'ensemble des travailleurs qui demain, s'ils font grève et manifestent dans la rue contre les bas salaires, les mauvaises conditions de travail, de logement, de transport, ou contre les coupures d'eau et d'électricité, le délabrement des hôpitaux et des écoles publiques, etc., pourraient être considérés comme des terroristes.

Mali : UN NOUVEAU GOUVERNEMENT DE TRANSITION SOUS LA BOTTE DES GALONNÉS

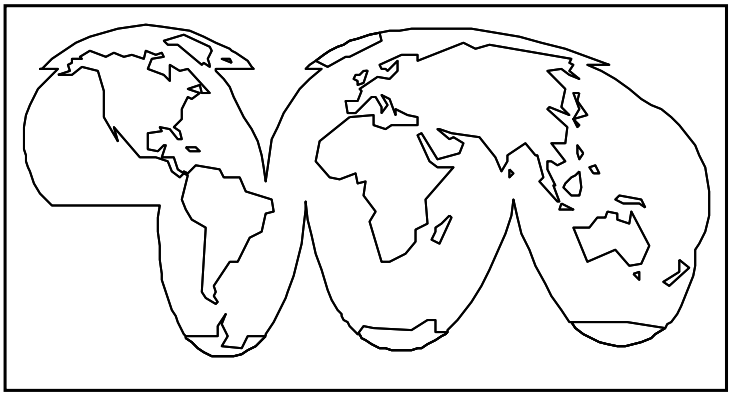
Le colonel Assimi Goïta, principal responsable du coup d'État d'août 2020, a renforcé sa position au sein du gouvernement de transition en écartant le président Bah Ndaw et le Premier ministre Moctar Ouane quelques mois après leur nomination. Le 7 juin dernier, il s'est fait proclamer officiellement président de la Transition puis il a nommé son nouveau Premier ministre et ses ministres en prenant soin de mettre des galonnés proches de lui dans quelques postes-clés tel que celui de la Défense.

L'actuel Premier ministre, Choguel Maïga, est issu du Mouvement du 5 juin dans la mouvance des milieux religieux proches de l'imam Mahmoud Dicko, célèbre pour ses positions très réactionnaires en matière d'éducation et surtout à l'égard des femmes.

Choguel Maïga est considéré comme un « *vétéran de la politique* », il a mangé à tous les râteliers depuis la dictature de Moussa Traoré (renversé en 1991) jusqu'à la présidence d'Ibrahim Boubacar Keïta dit IBK,

en passant par tous les régimes qui se sont succédé. Il n'est devenu « *opposant* » à IBK que quand son portefeuille ministériel n'a pas été renouvelé à la suite d'un remaniement ministériel en juillet 2016. Il s'est alors rapproché des milieux islamistes dans la mouvance de l'imam Dicko et a surfé sur le mouvement de contestation contre le régime d'IBK car il a senti que c'était plus profitable pour la suite de sa carrière politique. Sa place de Premier ministre aujourd'hui dépend de sa capacité de combiner le soutien des milieux religieux et des putschistes. Les travailleurs n'ont rien de bon à attendre de lui ni des militaires putschistes, pas plus qu'ils n'ont eu à espérer des régimes précédents. Les seules améliorations qu'ils peuvent obtenir ne viendront que de leurs propres luttes contre la dictature, les injustices sociales et l'exploitation capitaliste.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
-favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :
- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.